



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

SIT COPIE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des Installations  
Classées

Affaire suivie par Catherine FRANKE

☎ 03.87.34.88.29

✉ 03.87.34.85.15

**ARRETE**

N° 2009-DEDD/IC-22

en date du 13 janvier 2009

imposant à E.D.F, pour sa Centrale de Production Thermique de La Maxe, des mesures d'urgence lorsque le seuil d'alerte ( $125\mu\text{G}/\text{M}^3$ ) est dépassé en concentration de particules pm10 dans l'air ambiant.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu les dispositions des titres 1<sup>er</sup> des livres V des parties législative et réglementaire du Code de l'Environnement ;

Vu la circulaire du 12 octobre 2007 du Ministère de l'Environnement, du Développement et de l'Aménagement Durable relative à l'information du public sur les particules en suspension dans l'air ambiant ;

Vu l'arrêté DRCLAJ-2008-58 en date du 16 octobre 2008 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1619/2 du 24 mai 1971, modifié, autorisant Electricité de France à installer et à exploiter une centrale thermique de production d'électricité sur le territoire des communes de La Maxe, Woippy, Argancy et Malroy ;

Vu l'arrêté n°2005-AG/2-45 du 27 novembre 2005, modifié, imposant à E.D.F des prescriptions complémentaires concernant l'exploitation de sa centrale thermique de La Maxe ;

Vu l'arrêté interdépartemental n° 2008-1682 du 10 juillet 2008 fixant la procédure d'information et de recommandation ainsi que la procédure d'alerte en Moselle, Meurthe-et-Moselle, Vosges et Meuse, en cas de dépassement de certains seuils de concentration, dans l'air ambiant, de particules en suspension ;

Vu la lettre de la société E.D.F à La Maxe, du 15 décembre 2008, en réponse au courrier de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, en date du 15 octobre 2008 ;

Considérant la nécessité de prévoir des mesures de réduction des émissions qui pourront être mises en œuvre en cas de dépassement ou de risque de dépassement du seuil d'alerte pour les particules PM10 ;

Considérant les dépassements probables en Lorraine du seuil d'alerte pour les particules PM10 en période hivernale compte tenu des dépassements constatés au cours de l'hiver 2007/2008 ;

Considérant que la société E.D.F à La Maxe fait partie des plus gros émetteurs de poussières en Lorraine ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 4 décembre 2008 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 18 décembre 2008 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société E.D.F est tenue de mettre en œuvre, pour sa Centrale de Production Thermique de La Maxe, les mesures d'urgence définies dans le présent arrêté lorsque le seuil d'alerte ( $125\mu\text{g}/\text{m}^3$ ) est dépassé en concentration de particules PM10 dans l'air ambiant.

### **Article 2 : Définition des mesures d'urgence lors du dépassement du seuil d'alerte**

L'exploitant met en œuvre les actions suivantes de réduction temporaire de ses émissions de poussières dans l'air ambiant :

- sensibiliser des opérateurs d'activités génératrices de poussières,
- mettre en place une procédure de vérification immédiate des performances des outils épuratoires et du respect des Valeurs Limites d'Emission et mesures prises en cas de dérives constatées,
- éviter les phases transitoires de process susceptibles d'émettre des poussières,
- reporter les opérations de maintenance ayant un impact poussières,
- limiter les opérations génératrices de poussières diffuses,
- adapter le fonctionnement des chaudières utilisant le charbon et le fuel en vue de limiter les émissions de poussières,
- informer l'inspection des installations classées de l'état des installations et des mesures prises dans les cinq heures qui suivent le déclenchement de l'alerte.

Ces mesures devront être mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

### **Article 3 : Période d'application des mesures d'urgence**

A réception de l'information du déclenchement de la procédure d'information et de recommandation diffusée par les associations de surveillance de la qualité de l'air, l'exploitant anticipe la mise en œuvre éventuelle des mesures prévues à l'article 2.

A réception de l'information du déclenchement de la procédure d'alerte diffusée par les associations de surveillance de la qualité de l'air, l'exploitant met en œuvre les mesures prévues à l'article 2.

Leur mise en œuvre est effective de manière immédiate et jusqu'à information officielle de fin d'alerte diffusée par les associations de surveillance de la qualité de l'air.

#### **Article 4 : Bilan**

Un bilan environnemental des actions conduites sera établi par l'industriel après chaque période ayant entraîné le déclenchement de la procédure d'alerte. Il comportera un volet estimatif des émissions évitées et sera adressé à l'Inspecteur des Installations Classées dans un délai de deux jours ouvrables après la fin de la période d'alerte.

#### **Article 5 :**

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

#### **Article 6- Information des tiers :**

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Maxe et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

#### **Article 7 - Droits des tiers :**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente décision afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

En vertu de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**Article 8 - Exécution de l'arrêté :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
La sous-Préfète de Metz-Campagne,  
le Maire de La Maxe,  
l'Inspecteur des Installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

METZ le, 13 janvier 2009

LE PREFET,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
Signé Jean-Francis TREFFEL